

CHRONIQUE

Chronique annuelle de droit constitutionnel local 2
Conclusions Julien Martin

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

La nouvelle délimitation des régions est-elle contraire à la Charte de l'autonomie locale ? 9
Conclusions Vincent Daumas

CE (3/8 SSR) 27 octobre 2015, *Fédération démocratique alsacienne*
CE (3/8 SSR) 27 octobre 2015, *M. Allenbach et autres*
CE (3/8 SSR) 27 octobre 2015, *M. Paul Robert Hertzog et Daniel Hoeffel*
CE (3/8 SSR) 27 octobre 2015, *Mouvement alsacien Unser Land*
CE (3/8 SSR) 27 octobre 2015, *Parti lorrain*
CE (3/8 SSR) 27 octobre 2015, *Parti des Mosellans*
CE (3/8 SSR) 27 octobre 2015, *Mouvement Franche-Comté, Fédération démocratique alsacienne et Collectif citoyen les Alsaciens réunis*

• Police administrative

La décision d'un conseil municipal de créer une « garde citoyenne » doit-elle être suspendue ? 21
TA Montpellier (JRF) 19 janvier 2016, *Préfet de l'Hérault c/ Ville de Béziers*

• Domaines public et privé des collectivités locales

Une auberge en milieu rural participe-t-elle à un service public communal de tourisme et d'animation ? 25
Observations Samuel Deliancourt
CAA Marseille (7e ch.) 7 juillet 2015, *M. Hoffmann*

• Fonction publique territoriale

Les collectivités territoriales peuvent-elles recruter les agents nommés sur les emplois fonctionnels par voie de contrat à durée indéterminée ? 35
Conclusions Vincent Daumas
CE (8/3 SSR) 30 septembre 2015, *Communauté d'agglomération Côte basque-Adour*

• Organismes de coopération et de regroupement

La répartition des sièges au sein du conseil de la métropole Aix-Marseille-Provence est-elle conforme à la Constitution ? 41
Conclusions Vincent Daumas
CE (8/3 SSR) 27 novembre 2015, *Commune d'Aix-en-Provence – Commune de Pertuis*
CE (8/3 SSR) 27 novembre 2015, *Commune d'Eguille*

• Collectivités locales à statut particulier

Régions ultrapériphériques de l'Union européenne : de la portée de l'article 349 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ? 56
Observations Jean-Paul Pastorel
CJUE (grande chambre) 15 décembre 2015, *Parlement européen et Commission européenne c/ Conseil de l'Union européenne*

• Contentieux des collectivités locales

Une commune a-t-elle intérêt à contester le choix par l'État du gestionnaire d'un aéroport ? 63
Conclusions Édouard Crépey
CE (10/9 SSR) 18 novembre 2015, *Commune de Faa'a*

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLE D'ACTE

Attestation du maire (destruction d'animaux nuisibles)

CHRONIQUE

Les maires et l'état d'urgence..... 82
Conclusions Xavier Latour

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Le maire agit-il au nom de l'État quand il met en demeure une personne de supprimer une publicité ?..... 86

Conclusions Xavier Domino

CE (2/7 SSR) 9 décembre 2015, EURL du Curtil

Les textes d'application de la loi sur le mariage des couples de même sexe sont-ils illégaux ?..... 89

Conclusions Aurélie Bretonneau

CE (10/9 SSR) 18 décembre 2015, *M. Meyer et autres*

CE (10/9 SSR) 18 décembre 2015, *Union départementale des associations familiales des Hauts-de-Seine*

CE (10/9 SSR) 18 décembre 2015, *Confédération des associations familiales catholiques*

CE (10/9 SSR) 18 décembre 2015, *Union des familles d'Europe*

• Actes des collectivités locales

L'illégalité d'une demande de pièces complémentaires a-t-elle pour conséquence de faire naître une décision implicite d'acceptation d'autorisation de travaux ?..... 100

Conclusions Xavier Domino

CE (2/7 SSR) 9 décembre 2015, *Commune d'Asnières-sur-Nouère*

• Domaines public et privé des collectivités locales

La personne publique exerçant une mission de service public sur le domaine public loué à une commune a-t-elle à donner son accord au contrat qui confie la gestion du domaine à un tiers ?..... 104

Conclusions Nathalie Escaut

CE (8/3 SSR) 18 novembre 2015, *Société Nationale Immobilière*

• Fonction publique territoriale

Un agent perd-il son droit aux allocations chômage au motif que la décision prononçant son licenciement a été postérieurement annulée par le juge administratif ?..... 109

Conclusions Vincent Daumas

CE (3/8 SSR) 11 décembre 2015, *Mme Anglade c/ Commune de la Brusque*

Peut-on mettre en demeure pour abandon de poste un agent qui refuse de se soumettre à une contre-visite ?..... 113

Conclusions Vincent Daumas

CE (3/8 SSR) 11 décembre 2015, *Commune de Breteuil-sur-Iton*

• Collectivités locales à statut particulier

Le conseil territorial de Saint-Martin peut-il instituer un prélèvement à la source libérateur de l'impôt sur le revenu ?..... 119

Conclusions Édouard Crépey – Observations Renaud Bourget

CE 30 novembre 2015, *Préfet délégué de Saint-Barthélemy et Saint-Martin*

Comment s'opère la répartition des compétences en matière de lutte contre le bruit et la prévention des nuisances sonores en Nouvelle-Calédonie ?..... 131

Conclusions Aurélie Bretonneau

CE (10/9 SSR) Avis 7 décembre 2015, *Association Ensemble pour la Planète (EPLP) et Association des résidents de la Baie des citrons*

La Ligue des droits de l'homme a-t-elle un intérêt à agir contre un arrêté municipal interdisant le glanage alimentaire ?..... 136

Conclusions Laurence Marion

CE (5/4 SSR) 4 novembre 2015, *Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen c/ Commune de la Madeleine*

• Contentieux des collectivités locales

Les ordonnances rendues par le juge des référés du tribunal administratif statuant sur une demande de provision sur le fondement de l'article R. 541-1 du code de justice administrative sont-elles rendues en dernier ressort ?..... 143

Conclusions Xavier Domino

CE (2/7 SSR) 9 décembre 2015, *Commune du Cannet*

Les ordonnances du juge du référé-provision ont-elles l'autorité de chose jugée..... 147

Conclusions Vincent Daumas

CE (3/8 SSR) 11 décembre 2015, *Commune de Colmar*

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLE D'ACTE

Autorisation de stationnement d'un taxi

CHRONIQUE

TASCOM : l'État joue et perd..... 166
Conclusions Éric Landot

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Peut-on refuser la protection fonctionnelle à un maire au motif qu'il est poursuivi pour des faits intentionnels ? 175
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE (3/8 SSR) 30 décembre 2015, *Commune de Roquebrune-sur-Argens*

Des élus membres d'une association opposée à un projet peuvent-ils délibérer sur une modification du PLU le concernant ?..... 181
Conclusions Suzanne von Coester
CE (6/1 SSR) 22 février 2016, *Société Entreprise routière du Grand Sud et autres*

• Actes des collectivités locales

Les documents qui ne sont pas élaborés en vue et au cours des délibérations des jurys sont-ils communicables ? 187
Conclusions Édouard Crépey
CE (10/9 SSR) 17 février 2016, *Centre national de la fonction publique territoriale*

• Compétences des collectivités locales

Une région peut-elle financer la restauration d'une basilique à l'étranger ?..... 191
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
Observations Éric Landot
CE (3/8 SSR) 17 février 2016, *Région Rhône-Alpes*

• Domaines public et privé des collectivités locales

Quel contrôle juridictionnel exercer sur le refus d'une commune de renouveler un contrat ?..... 203
Conclusions Samuel Deliancourt
CAA Marseille (7e ch.) 13 octobre 2015, *Commune de Port-Vendres*

• Fonction publique territoriale

Le CNFPT peut-il exiger une contribution d'un SIVOM au titre de la prise en charge d'un agent non réintégré à l'issue de son détachement ?..... 212
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE (3/8 SSR) 9 février 2016, *Centre national de la fonction publique territoriale*

• Fonction publique territoriale (suite)

Un fonctionnaire maintenu en disponibilité à l'expiration de celle-ci et ayant refusé un emploi a-t-il droit à l'allocation d'assurance chômage ?..... 216
Conclusions Jean Lessi
CE (1/6 SSR) 24 février 2016, *Région Poitou-Charentes*

• Finances publiques locales

Le moyen tiré de ce que le jugement des comptes est prescrit, est-il d'ordre public ?..... 221
Conclusions Suzanne von Coester
CE (6/1 SSR) 30 décembre 2015, *Parquet de la Cour des Comptes*

• Contentieux des collectivités locales

Une partie qui n'a pas produit de note en délibéré peut-elle critiquer son absence de mention dans la décision juridictionnelle ?..... 224
Conclusions Suzanne von Coester
CE (6/1 SSR) 2 décembre 2015, *M. Vernet*

Une commune ayant obtenu la condamnation de l'État, à lui verser une provision en réparation du préjudice né de l'illégalité des décrets des 25 novembre 1999 et 26 février 2001, peut-elle prétendre au bénéfice de la dotation exceptionnelle ? 228
Conclusions Laurence Marion

Les ordonnances rendues par le juge des référés du tribunal administratif statuant sur une demande de provision sur le fondement de l'article R. 541-1 du code de justice administrative sont-elles rendues en dernier ressort ?..... 143
Conclusions Xavier Domino
CE (5/4 SSR) 10 décembre 2015, *Commune de Villeurbanne*

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLE D'ACTE

Arrêté portant commissionnement d'un agent en matière de constat des infractions d'urbanisme

CHRONIQUE

- Le congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et l'état de l'autonomie des collectivités territoriales en France** 246
Conclusions Seydou Traoré

JURISPRUDENCE

• Compétences des collectivités locales

- La longueur du raccordement au réseau électrique est-elle déterminante pour la qualification « d'équipement propre » au sens de l'article L. 332-15 ?** 250
Conclusions Jean Lessi
CE (1/6 SSR) 30 décembre 2015, *Société la Pierre d'Angle*

• Domaines public et privé des collectivités locales

- Quel est l'office du juge saisi de la contestation d'une mesure de résiliation d'une convention d'occupation du domaine public ?** 255
Conclusions Samuel Deliancourt
Observations Jérôme Tremeau
CAA Marseille (7^e ch.) 15 mars 2016, *Mme Gonzalbo*

- Peut-on appliquer la jurisprudence Ciaudo aux autorisations d'occuper le domaine public ?** 261
Conclusions Samuel Deliancourt
CAA Marseille (7^e ch.) 15 mars 2016, *Société le Lys Rouge*

• Travaux publics locaux

- Un mur soutenant une voie publique implanté sur un terrain privé est-il un ouvrage public ?** 265
Conclusions Gilles Pellissier
Observations Seydou Traoré
CE (7/2 SSR) 26 février 2016, *SCI Jenapy 01*

• Finances publiques locales

- À quel formalisme obéissent les titres de recette émis par les collectivités territoriales ?** 276
Conclusions Vincent Daumas
CE (3/8 SSR) 17 mars 2016, *Mme Didier c/ Commune de Ris-Orangis*

• Contentieux des collectivités locales

- Les collectivités territoriales peuvent-elles saisir le juge du référé provision pour le recouvrement d'une créance ?** 280
Conclusions Gilles Pellissier
Observations Alexis Fitzjean ó Cobhthaigh
CE (7/2 SSR) 24 février 2016, *Département de l'Eure*

- À qui bénéficie la liquidation de l'astreinte en matière de contravention de grande voirie ?** 287
Conclusions Samuel Deliancourt
CAA Marseille (7^e ch.) 15 mars 2016, *Syndicat mixte Toulon Provence*

- L'État est-il responsable de l'aggravation des phénomènes d'érosion marine liés à l'état des ouvrages de protection ?** 293
Conclusions Samuel Deliancourt
CAA Marseille (7^e ch.) 24 mars 2016, *M. Lelouey*

- Comment s'apprécie l'intérêt à agir du tiers qui conteste une autorisation d'urbanisme sous l'empire de l'article L. 600-1-2 du code de l'urbanisme ?** 302
Conclusions Rémi Decout-Paolini
CE (1/6 SSR) 13 avril 2016, *M. Bartolomei*, req. n° 389798, *M. Borrello*, req. n° 389799, *M. Pellegrin*, req. n° 389801, *M. Lorne*, req. n° 389802, *M. Clément*, req. n° 390109

- Dans quelles conditions un refus illégal de permis de construire peut-il ouvrir droit à l'indemnisation d'une perte de bénéfices ?** 312
Conclusions Xavier de Lesquen
CE (6/1 SSR) 15 avril 2016, *Commune de Longueville*

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLE D'ACTE

Arrêté relatif à la création d'une zone bleue

CHRONIQUE

- Les modifications récentes du droit de la fonction publique territoriale** 330
Conclusions Frédéric Colin

JURISPRUDENCE

• Compétences des collectivités locales

- Quel département supporte le surcoût lié à des prestations d'aide sociale plus favorables que le minimum légal ?** 337
Conclusions Rémi Decout-Paolini
CE 6 avril 2016, *Association pour l'intégration des personnes handicapées moteur (ANPIHM)*
- Peut-on implanter une clôture dans un espace remarquable ?** 342
Conclusions Aurélie Bretonneau
CE (10/9 SSR) 4 mai 2016, *SARL Mericea*

• Domaines public et privé des collectivités locales

- La théorie du domaine public virtuel doit-elle être maintenue ?** 348
Conclusions Nathalie Escaut
Observations Emmanuel Tessier
CE (8/3 SSR) 13 avril 2016, *Commune de Baillargues*

• Fonction publique territoriale

- En cas de fusion d'offices publics de l'habitat, quelles sont les obligations en termes de réintégration d'un directeur d'office évincé de l'office ayant disparu ?** 354
Conclusions Vincent Daumas
CE (3/8 SSR) 15 avril 2016, *M. Simon*
CE (3/8 SSR) 15 avril 2016, *OPH Lorient Habitat*

• Finances publiques locales

- Un lot de volume peut-il donner lieu à assujettissement à la taxe foncière ?** 363
Conclusions Benoît Bohnert
CE 16 mars 2016, *SCI MOG5*
- Peut-on fixer un montant forfaitaire de redevance spéciale d'enlèvement des déchets applicable à tous les professionnels qui y sont soumis ?** 367
Conclusions Vincent Daumas
CE 17 mars 2016, *Communauté d'agglomération de Saint-Malo*

• Finances publiques locales (suite)

- Le caractère définitif d'un titre exécutoire émis à l'encontre d'un débiteur rend-il sans objet le recours contre l'arrêté de mandatement d'office ?** 372
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
Observations Xavier Pocquet du Haut Jussé
CE (3/8 SSR) 25 mars 2016, *CNFPT*

• Organismes de coopération et de regroupement

- Le transfert du solde du compte administratif du budget annexe d'un SPIC est-il obligatoire lorsque celui-ci est transféré à un EPCI par une commune ?** 379
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
Observations Éric Landot
CE (3/8 SSR) 23 mars 2016, *Commune de la Motte-Ternant*

• Élections

- Le juge peut-il annuler l'élection d'un seul des deux membres du binôme départemental ?** 385
Conclusions Jean Lessi
CE 2 mai 2016, *Élections départementales dans le canton de Reims-4 (Marne)*

• Contentieux des collectivités locales

- L'exercice d'un recours administratif contre un permis de construire fait-il démarrer le délai de recours ?** 391
Conclusions Xavier de Lesquen
CE 15 avril 2016, *Marcon*

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLE D'ACTE

Arrêté instituant une aire piétonne

CHRONIQUE

La garde en matière de contravention de grande voirie pour occupation sans titre du domaine public maritime..... 410

Conclusions Aurélie Cepko

L'écrêtement de la facture d'eau en pratique et en questions 416

Conclusions Hugues de Metz-Pazzis

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Comment peut-on contester le respect des délais d'envoi des convocations et des notes explicatives de synthèse ?..... 422

Conclusions Rémi Decout-Paolini

CE (1/6 SSR) 8 juin 2016, *Mme Gannay et Mme Motti*

• État

Les articles 8 et 9 du décret n° 2012-1405 du 14 décembre 2012 relatif à la contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement en électricité et portant création d'un mécanisme d'obligation de capacité dans le secteur de l'électricité sont-ils illégaux ? 430

Conclusions Frédéric Aladjidi

CE (9/10 SSR) 13 mai 2016, *Société Voltalis*

Le territoire d'un parc naturel doit-il être d'un seul tenant et sans enclave ? 440

Conclusions Xavier de Lesquen

CE (6/1 SSR) 8 juin 2016, *Association Baronnie libres sans parc*

• Fonction publique territoriale

Le président d'un conseil départemental doit-il mentionner dans la convocation à l'entretien préalable au licenciement d'un assistant familial qu'il peut se faire assister par un conseiller du salarié ? 447

Conclusions Gaëlle Dumortier

CE (4/5 SSR) 30 mai 2016, *Mme Annie Rollet*

• Fonction publique territoriale (suite)

Le régime de protection fonctionnelle est-il exclusif de l'invocation de la responsabilité pour faute de l'administration à raison des mêmes faits ? 452

Conclusions Benoît Bohnert

CE (8/3 SSR) 20 mai 2016, *Hôpitaux civils de Colmar*

• Élections

Quelles sont les conditions de domiciliation pour être éligible aux élections régionales ?..... 456

Conclusions Gilles Pelissier

CE (7/2 SSR) 27 mai 2016, *ER de la région*

Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon

• Contentieux des collectivités locales

Quel est l'ordre de juridiction compétent pour connaître de la contestation d'un refus d'attribution de logement opposé par un organisme de logement social ? 463

Conclusions Frédéric Desportes

TC 9 mai 2016, *Mme Léry c/ OPH de Vitry-sur-Seine*

Comment fixer le point de départ du délai de six mois prévu à l'article L. 600-2 du code de l'urbanisme lorsque l'annulation définitive résulte d'une décision rendue sur un pourvoi en cassation ?..... 468

Conclusions Rémi Decout-Paolini

CE (1/6 SSR) 8 juin 2016, *Consorts Odin*

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLE D'ACTE

Modèle d'arrêté portant renouvellement d'un congé de longue durée

CHRONIQUES

L'autonomie financière des collectivités territoriales : discours ou réalité, pour quelle démocratie locale ? 486
Xavier Cabannes

Le changement de rattachement des offices publics de l'habitat. De quel droit, à quelles fins ? 489
Jean-Claude Margelidon

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

La CNIL peut-elle refuser l'autorisation à une commune de mettre en œuvre un dispositif de contrôle automatisé des données signalétiques des véhicules prenant la photographie de leurs occupants pour les besoins de la gendarmerie ? 493
Édouard Crépey
CE (9/10 ch. réunies) 27 juin 2016, *Commune de Gujan-Mestras*, req. n° 385091

• État

Le critère de l'affectation de 10 % du territoire communal pour la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle est-il légal ? 498
Suzanne Von Coester
CE (6/1 ch. réunies) 20 juin 2016, *Ministre de l'Intérieur c/ Commune de Meudon*, req. n° 382900

• Compétences des collectivités locales

L'achèvement des travaux résulte-t-il de la production d'une déclaration d'achèvement ? 502
Frédéric Salvage de Lanfranchi
CAA Marseille (1^{re} ch.) 10 mars 2016, *M. Mergen*, req. n° 14MA01355

• Fonction publique territoriale

Une collectivité territoriale peut-elle rémunérer un agent contractuel à l'heure ? 507
Jean Lessi
CE (6/1 SSR) 30 mars 2016, *Commune de Saint-Denis et Mme Janet*, req. nos 380616 et 380678

Peut-on utiliser le droit à la formation pour une reconversion personnelle en dehors de l'administration ? 514
Béatrice Bourgeois-Machureau
CE (2/7 ch. réunies) 22 juillet 2016, *Ministre de l'Intérieur*, req. n° 397345

• Élections

L'inéligibilité d'un des membres d'un binôme de candidats aux élections départementales entraîne-t-elle l'inéligibilité de l'autre membre ? 518
Olivier Henrard
CE (7/2 SSR) 13 juin 2016, *Élections départementales du canton du Livradais*, req. nos 394675 et 394679

• Contentieux des collectivités locales

Peut-on former un recours contre la délibération arrêtant le dossier d'un projet d'aménagement ? 526
Xavier Domino
CE S. 30 mars 2016, *M. Molinier*, req. n° 383037

Quelles sont les conséquences financières de l'illégalité d'un titre exécutoire ? 532
Renaud Thiele
Anne-Laure Castagnino
CAA Marseille (6^e ch.) 9 mai 2016, *SA Aéroport de Montpellier-Méditerranée (SAAMM) c/ Service départemental d'incendie et de secours de l'Hérault (SDIS 34)*, req. n° 15MA00335

La caducité d'un arrêté qualifiant un projet d'intérêt général en application de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme impose-t-elle un non-lieu à statuer ? 539
Philippe Delage
Marine Chouquet
CAA Versailles (6^e ch.) 16 juin 2016, *Commune de Saint-Escobille et autres*, req. nos 15VE01181, 15VE01183, 15VE01184 et 15VE01185

Quand commence à courir le délai de recours contentieux contre la décision de classement d'un site ? 547
Xavier de Lesquen
CE (6/1 SSR) 6 juillet 2016, *M. Millon Sainte Clair*, req. n° 390891

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLE D'ACTE

Arrêté municipal portant autorisation d'ouverture des commerces le dimanche – année 2017

COLLOQUE

Rencontres interrégionales de droit public du 16 septembre 2016

Le CRPA, un aboutissement ? 566

Fabien Bottini

**Le champ d'application du code des relations entre le public
et l'administration s'agissant des collectivités publiques**..... 571

Hadi Habchi

**Commande publique et accès aux documents administratifs
– un droit en mutation** 573

Anne Villette

Quelles perspectives pour la médiation en droit administratif ? 576

Johanne Saison

CHRONIQUES

**La protection des données personnelles à l'heure du règlement
européen Un enjeu majeur dans la relation des collectivités
territoriales avec leurs citoyens** 581

Édouard Geffray

**Les règles de forme et de fond applicables à la dénomination
des voies et espaces publics** 585

Emmanuel Salaün

JURISPRUDENCE

• Finances publiques locales

**Tout manquement d'un comptable public doit-il être apprécié
en termes de préjudice financier subi ?** 589

Observations **Stéphanie Damarey**

**Cour des comptes (chambres réunies) 26 mai 2016, Direction
régionale des finances publiques de Rhône-Alpes et du Département
du Rhône (exercices 2008 à 2011), nos 2016-1602**

• Contentieux des collectivités locales

**Comment apprécier la notion de litige distinct soulevé
par un pourvoi incident ?** 614

Conclusions **Aurélie Bretonneau**

**CE (10/9 SSR) 11 juillet 2016, Commune de La Crau et M. Ignesti,
req. n° 381016**

**Quel est le juge compétent pour apprécier les litiges relatifs
à la situation du président du conseil d'administration
d'un OPAC ?** 622

Conclusions **Aurélie Bretonneau**

CE (10/9 SSR) 11 juillet 2016, M. Masson, req. n° 388404

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

Sébastien Ferrari

628

L'OFFICIEL EN BREF

Sébastien Ferrari

633

MODÈLE D'ACTE

639

Arrêté municipal pour la fête d'Halloween

CHRONIQUE

Vers une nouvelle gouvernance des finances locales ? 642
Julie Cornu

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Le retrait de la délégation d'un adjoint au maire doit-il s'analyser comme une décision prise en considération de la personne au sens de l'article L. 121-1 du code des relations entre le public et l'administration ? 649
Conclusions Anne Villette
TA Lille (2^e ch.) 28 octobre 2016, *M. Tonnel*, req. n° 1601679

• Actes des collectivités locales

Une délibération d'un conseil municipal conférant le titre de citoyen d'honneur de la ville à un prisonnier palestinien notoire et demandant sa libération est-elle légale ? 657
Conclusions Hélène Lepetit-Collin
CAA Versailles (2^e ch.) 19 juillet 2016, *Commune d'Aubervilliers*, req. n° 15VE02895

Une délibération du conseil municipal doit-elle porter la signature de tous les membres présents à la séance ? 662
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 22 juillet 2016, *Ville de Paris*, req. n° 389056

• État

Le principe d'indépendance des législations fait-il obstacle à l'invocation des règles de protection des espèces à l'égard d'une autorisation relevant de la police de l'eau ? 667
Conclusions Frédéric Salvage de Lanfranchi
CAA Marseille (7^e ch.) 6 octobre 2016, *Ministre de l'Environnement, de l'énergie et de la mer c/ M. Boissonnade*, req. n° 15MA00417

• Compétences des collectivités locales

Comment appliquer la loi Littoral en présence d'une carte communale ? 674
Conclusions Xavier Domino – Observations Jérôme Tremeau
CE (2/7 ch. réunies) 3 octobre 2016, *Lebrun*, req. n° 391750

• Police administrative

Un maire peut-il interdire le burkini ? 678
Observations Thierry Rambaud
CE Juge des référés (formation collégiale) 26 août 2016, req. n° 402742

• Domaines public et privé des collectivités locales

Qu'est-ce qu'une voie privée ouverte à la circulation au sens de l'article L. 318-3 ? 682
Conclusions Romain Victor – Observations Jérôme Tremeau
CE (8/3 ch.) 19 septembre 2016, *Infosino*, req. n° 386950

• Services publics locaux

Une commune peut-elle transformer un service public industriel et commercial en service public administratif en modifiant le seul mode de financement de ce service ? 687
Conclusions Hélène Lepetit-Collin
CAA Versailles (2^e ch.) 13 octobre 2016, *Commune de Mantes-la-Jolie*, req. n° 15VE02709

• Élections

Le juge de l'élection, saisi par la CNCCFP, doit-il mettre en cause chacun des deux membres du binôme de candidats aux élections départementales ? 693
Conclusions Olivier Henrard
CE 22 juillet 2016, *M. d'Huyvetter et Mme Garoste*, req. n° 397237

• Contentieux des collectivités locales

Le rejet d'une demande de retrait d'un acte réglementaire doit-il être assorti de la mention des voies et délais de recours ? 699
Conclusions Rémi Decout-Paolini
CE 8 juin 2016, *M. Derenemesnil et Mme Derenemesnil*, req. n° 387547

Une collectivité territoriale a-t-elle qualité pour interjeter appel contre une décision juridictionnelle rendue par une CRC sur ses propres comptes, y compris lorsque cette décision constitue le comptable public débiteur de sommes envers elle ? 706
Conclusions Suzanne von Coester
CE (6/1 ch. réunies) 27 juillet 2016, *Parquet de la Cour des Comptes*, req. n° 387031

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

Sébastien Ferrari 709

L'OFFICIEL EN BREF Sébastien Ferrari 714

MODÈLE D'ACTE 719

Arrêté de mise à la retraite suite à une cessation progressive d'activité

CHRONIQUE

La coopération décentralisée : un régime de contrats réglementés des collectivités locales 722
Pierre Pintat

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Une collectivité publique peut-elle installer une crèche dans un bâtiment public ? 728
Conclusions Aurélie Bretonneau
CE Ass. 9 novembre 2016, *Commune de Melun*, req. n° 395122
CE Ass. 9 novembre 2016, *Fédération de la Libre-pensée de Vendée*, req. n° 395223

La procédure d'adoption du schéma directeur des chambres de commerce et d'industrie est-elle irrégulière, en l'absence de mise à disposition de certains documents ? 743
Conclusions Olivier Henrard
Observations Alexis Fitzjean O Cobhthaigh
CE (7/2 CHR) 23 novembre 2016, *CCIT de la Moselle et CCIT de la Meuse et CCIT de la Moselle*, req. n° 398651 et 398878

• État

Le préfet peut-il légalement prononcer le retrait du contrat d'occupation d'un emplacement au sein d'un MIN ? 754
Conclusions Romain Victor
CE (8/3 CHR) 9 décembre 2016, *Métropole Nice-Côte d'Azur*, req. n° 383421

• Compétences des collectivités locales

Faut-il consulter, lors de l'élaboration du plan de prévention des risques d'inondation, un EPCI compétent en matière d'élaboration du schéma de cohérence territorial ? 761
Conclusions Suzanne Von Coester
CE (6/1 CHR) 5 décembre 2016, *Ministre de l'Écologie et du Développement durable c/ M. Demars et autres*, req. n° 395499

• Domaines public et privé des collectivités locales

La délibération du Conservatoire du littoral classant une parcelle dans son domaine public doit-elle être publiée pour être effective ? 765
Conclusions Gilles Pellissier
CE (7/2 CHR) 5 décembre 2016, *Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres*, req. n° 398659

• Fonction publique territoriale

Quelles sont les limitations qui peuvent être apportées au droit de grève des agents publics employés dans les équipements sportifs municipaux ? 770
Conclusions Jimmy Robbe
TA Paris (2^e section 3^e ch.) 6 octobre 2016, *Syndicat CGT des cadres et techniciens parisiens des services publics territoriaux et autres*, req. n° 1505878/2-3

Le Conseil de Paris peut-il modifier le statut particulier d'un corps de fonctionnaires d'une administration parisienne, sans prendre en compte les règles prévues par le statut particulier du corps ou du cadre d'emplois de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière lorsque celui-ci sert de cadre de référence ? 777
Conclusions Vincent Daumas
CE 3/8 (CHR) 13 décembre 2016, *Syndicat des cadres techniques de la Ville de Paris et autres*, req. n° 384292

• Contentieux des collectivités locales

Quel est le juge compétent pour connaître d'une action en responsabilité pour des dommages résultant de travaux réalisés dans le cadre d'une convention d'aménagement ? 782
Conclusions Gilles Pellissier
CE (7/2 CHR) 9 décembre 2016, *Société ERDF*, req. n° 395228

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

SÉBASTIEN FERRARI 788

L'OFFICIEL EN BREF

SÉBASTIEN FERRARI 793

MODÈLE D'ACTE

Arrêté de non-opposition pris par le maire au nom de la commune de...

799

CHRONIQUES

**La décentralisation du pouvoir normatif en France
métropolitaine** 802
Assem Sayede Hussein

**Loi Lemaire : les collectivités territoriales dans la
République numérique** 818
Bertrand Warusfel

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

**Un maire peut-il contrôler le contenu de l'espace réservé
à l'opposition dans le bulletin municipal d'information ?** 823
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 20 mai 2016, *Commune de Chartres*, req. n° 387144

• Actes des Collectivités locales

**Est-il possible de régulariser a posteriori une délibération
accordant une subvention à une association ?** 827
Conclusions Vincent Daumas
CE S. 1^{er} juillet 2016 *Commune d'Emerainville et Syndicat
d'agglomération nouvelle
de Marne-la-Vallée-Val-Maubuée*, req. n° 363047 et 363134

• Compétence des collectivités locales

**À l'encontre de quelle personne morale et dans quelles
conditions le juge peut-il enjoindre de pourvoir à l'hébergement
d'urgence de familles avec enfants ?** 843
Conclusions Jean Lessi
CE S. 8 juillet 2016, *Département de la Seine-Saint-Denis*,
req. n° 388317
CE S. 8 juillet 2016, *Département du Puy-de-Dôme*,
req. n° 399829, 399834 et req. n° 399836
CE S. 13 juillet 2016, *Ministre des Affaires sociales et de
la santé*, req. n° 400074

• Fonction publique territoriale

**Quelle obligation pour l'employeur d'un agent en CDI
en cas d'inaptitude définitive ?** 863
Conclusions Vincent Daumas
CE 13 juin 2016, *Mme Talbi épouse Djeljeli*, req. n° 387373

**L'obligation de reclassement avant tout licenciement
s'applique-t-elle
à un fonctionnaire stagiaire ?** 868
Conclusions Vincent Daumas
CE (3/8 CHR) 5 octobre 2016, *Communauté d'agglomération du
Douaisis*, req. n° 386802

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

SÉBASTIEN FERRARI 872

L'OFFICIEL EN BREF

SÉBASTIEN FERRARI 878

MODÈLE D'ACTE

883

Arrêté portant démission